

Nouveau parti anticapitaliste : l'enjeu décisif

jeudi 26 juillet 2007, par [DIVÈS Jean-Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juillet 2007).

Nous reproduisons ci-dessous un texte écrit — dans le cadre des débats qui ont débuté au sein de la Ligue communiste révolutionnaire sur la perspective d'un nouveau parti anticapitaliste — du point de vue de la « plateforme 5 » (PF5) / « courant Avanti », l'une des minorités de la LCR.

Sommaire

- [Saisir la contradiction \(...\)](#)
- [Quel parti ?](#)
- [Comment ?](#)

Le débat préparatoire à notre [la LCR] prochain congrès s'ouvre dans une situation nouvelle. Nouvelle du point de vue de la lutte de classes, des rapports politiques et sociaux dans le pays, après la victoire de Sarkozy et face à ce qui constitue un approfondissement qualitatif de l'offensive du grand patronat. Mais nouvelle aussi dans la LCR, après le succès de son intervention électorale, qui a renforcé sa place et ses responsabilités politiques, et décidé la tendance majoritaire à engager l'organisation dans la construction d'un nouveau parti anticapitaliste.

D'anciennes controverses se trouvent désormais dépassées. Par exemple, celle qui se menait autour de l'argument, mis en avant pour repousser l'action en faveur d'un tel parti à un futur indéterminé, selon lequel « nous n'avons pas de partenaires » (autrement dit, le fait qu'il n'y ait pas de courants nationaux prêts à s'unir avec la LCR dans un nouveau parti anticapitaliste). Aujourd'hui, l'idée que nos partenaires privilégiés sont une large couche de militants et certains regroupements locaux, qui viendront (et pour partie surgiront) lorsque qu'ils verront que nous-mêmes sommes prêts à avancer, est beaucoup plus largement admise. De même ne parle-t-on plus guère de l'impossibilité de former un nouveau parti « à froid », sans des luttes de l'ampleur d'un nouveau Mai 68 ou Juin 36, ni de la nécessité d'un « événement fondateur ». Tout aussi positif est le fait que la LCR soit parvenue, en pratique, à se délimiter clairement des directions et courants antilibéraux non anticapitalistes (qu'il reste cependant toujours nécessaire de différencier de l'antilibéralisme spontané, et progressiste, de la majorité des travailleurs et des militants).

La PF5/courant Avanti, constituée « pour un parti anticapitaliste de masse », est naturellement satisfaite de ce nouveau cours politique. Nous voulons discuter, élaborer et agir avec l'ensemble des camarades et courants qui se reconnaissent ou reconnaîtront dans la motion de la DN « pour la fondation d'un nouveau parti anticapitaliste », pour que sorte du congrès la meilleure orientation possible, qui nous donne les meilleures chances de réussir. En écartant tout préjugé et en évitant de poser les bilans (qui sont importants, et devront être tirés) comme obstacle vers l'émergence d'une compréhension commune des événements et des tâches.

Saisir la contradiction centrale de la situation

La discussion sur les leçons à tirer des élections et sur les caractéristiques de la nouvelle étape politique sera importante. Contrairement à ce que certains camarades ont pu écrire, la défaite de Royal et de la « gauche » officielle n'est pas celle des travailleurs. Nous ne sommes pas comptables de leur échec, et le mouvement social ou les salarié-e-s, non plus. Affirmer cela ne signifie en rien nier que le Medef soit à l'offensive, que les coups vont pleuvoir et que les classes populaires vont affronter une situation de plus en plus dure. Cela veut dire acter que l'on ne peut définitivement plus appréhender la réalité des rapports de forces sociaux en fonction des appareils de la vieille gauche.

« Quand la gauche court après la droite, elle perd » déclarait Olivier Besancenot, à très bon escient, au soir du second tour de la présidentielle. Les salarié-e-s et les jeunes n'ont pas trouvé les ressources pour faire barrage à Sarkozy malgré et contre Royal et la direction du PS. Mais cela aurait quasiment relevé de l'exploit, et il n'y a chez eux ni accord majoritaire, ni consensus résigné face aux mesures brutales que le gouvernement va mettre en application. L'affrontement va donc se mener maintenant sur le terrain social. Et c'est pour cette raison que Sarkozy s'appuie à ce point sur la « concertation », avec des appareils syndicaux qui sont prêts à se vendre pour moins qu'un plat de lentilles. Comme cela a été le cas toutes ces dernières années, comme l'avait mis en évidence le mouvement anti-CPE, la situation reste donc (potentiellement pourrait-on dire, si ce n'était un pléonasme) explosive.

L'évolution vers la droite de tous les grands appareils politiques et syndicaux est une donnée de la période, une constante depuis maintenant vingt-cinq ans. C'est justement l'un des facteurs, avec le maintien d'une résistance multiforme et d'une aspiration très large à « un autre monde », qui a donné depuis 1995 une place nouvelle à l'extrême gauche, et qui nous offre la possibilité de construire un nouveau parti, anticapitaliste de masse, instrument de la reconstruction du mouvement ouvrier et social sur un nouvel axe de classe. L'espace politique du nouveau parti découle précisément de cette contradiction centrale de la réalité : les directions et appareils vont toujours plus à droite, mais la majorité de la classe des salariés ne se satisfait pas de cette évolution, elle aspire toujours à une alternative progressiste et beaucoup de ses membres cherchent comment y parvenir.

En parlant « d'espace politique », nous ne pensons pas à un terrain en jachère qu'il suffirait d'aller occuper tranquillement, mais à un vaste champ politique (insistons sur « vaste »), qui s'est progressivement dépeuplé et vers lequel d'autres, beaucoup d'autres, lorgnent en même temps que nous. Un champ pour lequel il va donc falloir se battre, et durement. Avec le nouveau parti, il s'agit ni plus ni moins que de se donner l'outil indispensable pour pouvoir mener ce combat avec succès.

Quel parti ?

Comme la motion votée par la DN le traduit, un large accord peut se former sur les contours du nouveau parti à construire. Un parti de lutte de classe, pour le socialisme. Un parti ouvrier, populaire et jeune, indépendant et conquérant, qui lutte pour le pouvoir des travailleurs. Un parti « large » car pluraliste et ouvert à qui voudra défendre un projet 100 % démocratique, indépendant du PS et des institutions, soutenant jusqu'au bout les revendications et luttes du monde du travail. Un parti féministe et écologiste. Un parti internationaliste – et donc anti-impérialiste, qui se dressera en premier lieu contre les méfaits de l'impérialisme français. Ce parti, dont les bases politiques devraient partir des axes de la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot, ne serait pas « de masse » dès sa création, mais il lutterait pour le devenir.

Il y a un débat sur le fait de savoir si le nouveau parti devrait, ou non, être « révolutionnaire ». Le problème est que cette définition fait l'objet, au sein même de notre organisation, d'acceptions très différentes. Si révolutionnaire est compris comme le fait de vouloir transformer radicalement l'ordre des choses, « tout changer », en se concentrant d'abord sur les luttes et non sur les élections, il faudra qu'il le soit. Si c'est en revanche le sens traditionnellement admis par les marxistes et les trotskystes (et que pour notre part nous continuons à revendiquer), d'un positionnement stratégique allant de la destruction de l'Etat bourgeois jusqu'à la révolution socialiste mondiale, de telles bases nous sembleraient par trop restrictives. Outre que la LCR dont c'est le programme fondamental y suffirait, et qu'il n'y aurait ainsi nulle raison de changer (se « proclamer » parti n'a jamais aidé aucune organisation trotskyste à le devenir !), une telle identité ne permettrait pas de répondre à ce qui constitue, dans la période actuelle, la principale ligne de démarcation qui traverse le mouvement ouvrier et conditionne sa reconstruction : en théorie comme dans la pratique militante quotidienne, le fait de refuser la domination capitaliste ou de l'accepter, de maintenir un horizon de transformation socialiste ou d'y renoncer. Ce débat n'a d'ailleurs rien de franco-français. Ainsi, le premier congrès du PSOL (Brésil), qui vient de se tenir, a tourné autour de ces deux grandes propositions : parti anticapitaliste large et à vocation de masse (majoritaire avec près de deux tiers des voix), ou parti doté d'un programme révolutionnaire « complet ».

En lien avec ce qui précède, mais avec une certaine autonomie, se pose également la question de la IV^e Internationale, dont la LCR est la « section française ». Nous savons que ses effectifs se sont réduits, que ce n'est plus l'Internationale des années 1970 ou même 1980, et que notre organisation y joue un rôle central. Raison de plus pour ne pas « laisser tomber » un instrument qui reste de toute façon extrêmement précieux. Mais il nous faut en même temps comprendre que le nouveau parti pourra et devra être un levier pour aider à développer un nouveau projet, plus ambitieux, qui permette d'avancer vers le regroupement international des anticapitalistes et des révolutionnaires. En même temps que d'autres expériences internationales, dont plusieurs, comme en Italie, sont d'ailleurs animées par des sections de la IV^e Internationale. Dans le nouveau parti, nous aurons dans tous les cas à définir les moyens politiques et organisationnels permettant de poursuivre, au niveau national et international, notre combat marxiste révolutionnaire sur la base de nos acquis.

Comment ?

Reste la question de comment procéder. Elle conditionnera largement la réalisation de l'objectif. Un point de départ nécessaire est d'admettre que le nouveau parti n'est aujourd'hui qu'un but et que nous engageons un processus afin de l'atteindre. Evitons toute tentation « substitutiste » et « spontanéiste », qui pousserait à croire qu'avec un bon appel et un bon programme, ce parti pourrait surgir clé en main dans un délai raccourci. Car il nous faudra déployer un effort soutenu afin de convaincre, par la discussion et par l'action, un éventail militant très large. Ce travail ambitieux sera la condition pour réussir à réunir, dès le départ, ne serait-ce qu'une petite partie des camarades que nous voulons toucher, et pour aboutir ainsi à quelque chose qui soit réellement nouveau et supérieur, qui ne se résume pas à une LCR élargie ayant changé de nom et éventuellement de programme.

Le 17^e congrès de la LCR devra valider la démarche, définir le projet avec précision, et adopter la feuille de route. Il aura à tirer le bilan de ce qui aura déjà été fait, et à fixer les échéances suivantes, dont les résultats devront également être évalués à chaque moment. Les listes que nous impulserons aux élections municipales seront une étape importante, mais il ne sera pas moins nécessaire d'apprécier leur dynamique avant de décider de nouveaux pas organisationnels. Dans tous les cas, nous devons favoriser au maximum les processus « par en bas », en nous montrant capables de converger avec celles et ceux qui en seront les acteurs, en acceptant et en respectant les sensibilités

différentes. Un processus ouvert et démocratique, dans lequel chaque militant-e sera à égalité, dit la motion votée. Cela exclut l'idée que notre congrès fixe une date pour le congrès de fondation et/ou adopte le nouveau programme, même comme « proposition ».

Enfin, et ce n'est pas le moins important, comme la LCR sera de toute façon la colonne vertébrale du nouveau parti, il lui faut commencer à changer dès à présent. Les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui ne se résoudront pas par un coup de baguette magique au lendemain d'un congrès de fondation. D'ailleurs, si nous ne parvenons pas à garder les centaines (un ou deux milliers ?) de nouveaux camarades qui ont rejoint la LCR et le feront au cours des mois à venir, l'objectif d'un « vrai » nouveau parti s'éloignera d'autant.

Des campagnes de propagande, d'agitation et d'organisation répondant aux grandes questions sociales et politiques ; une presse militante et accessible ; des locaux publics dans les quartiers ouvriers et populaires ; une politique pour le mouvement syndical et l'intervention syndicale de nos militant-e-s ; un fonctionnement interne moins routinier et davantage tourné vers l'intervention extérieure... Autant de défis auxquels nous devons répondre maintenant.